

C.A.P du 1^{er} Juillet 2011
Déclaration liminaire de la Délégation F.O.-DGFIP Charente-Maritime

La délégation F.O.-DGFIP ne peut aborder cette CAPL sans revenir sur les origines des événements qui ont marqué le Comité d'Hygiène et de Sécurité Ministériel (CHSM) du 24 juin dernier, où l'un de nos camarades, militant du Syndicat, a tenté de se suicider en séance.

Nous le disons très clairement : nous sommes profondément choqués par le fait qu'un militant, et avant tout agent, ait pu être amené à cette extrémité parce qu'il considérait qu'aucune réponse n'est aujourd'hui apportée par l'Administration pour mettre un terme à la dégradation des conditions de travail et à l'augmentation de la souffrance au travail de ses collègues, sujets sur lesquels il était fortement investi.

Ce n'est pas la communication des ministres, lue au début de ce CHSM, intervenant parce que trois suicides se sont produits récemment dans les locaux des ministères, qui pouvait apporter l'apaisement nécessaire. Au contraire, elle apparaît comme une provocation supplémentaire puisque l'origine de tout ces maux n'est surtout jamais évoquée : la politique aveugle de suppression d'emplois publics menée par le gouvernement.

Alors que notre Directeur Général va partout en disant que la fusion est terminée, qu'il n'y a pas de problème, que tout s'est déroulé sans conflit majeur, cette acte est révélateur de la situation dégradée de notre administration :

- qui a bouleversé les cultures professionnelles,
- qui n'a pas vraiment de ligne claire,
- qui continue à supprimer des emplois, alors que de partout montent les mêmes craintes et les mêmes inquiétudes sur l'exercice des missions.

Nos services sont aujourd'hui exsangues.

Le temps n'est plus à rechercher des solutions pour soigner les effets sans jamais s'attaquer à la cause.

En d'autres termes, il faut en finir avec la politique de suppression des emplois à la DGFIP, première cause de la dégradation des conditions de travail.